

La mobilisation en Israël de la citoyenneté juive par ailleurs anti-Palestine La démocratie parlementaire, paravent à l'extrême-droite avec une astuce

Quand un mouvement de grèves s'est joint au mouvement de la rue mais aussi et peut-être surtout quand [des pans de l'appareil militaire et du renseignement](#) ont fait de même, le gouvernement Netanyahu a reculé. Pour l'instant, le parlement ne légifèrera pas pour prendre le contrôle de la Cour suprême. On se dit pourtant que quand une instance électorale renforce son encadrement d'une instance non électorale, la démocratie représentative devrait y trouver son compte. Ce serait certainement le cas en ce moment aux ÉU! Mais en Israël, la partie de la population qui n'a pas voté pour les petits partis les plus extrémistes de droite, qui détiennent la balance du pouvoir grâce au bon vouloir du Premier ministre et chef du Likoud bien campé à droite, est d'avis que la Cour suprême est en mesure de tempérer la dérive à l'extrême-droite du parlementarisme sioniste.

Tout cet échafaudage politique est bien relatif. Comme le souligne l'organisation [Voix juives indépendantes Canada \(VJI\)](#), « [c]'est ce tribunal qui a approuvé la Loi Israël – État-nation du peuple juif en 2018, une loi enchâssant la suprématie juive en Israël et reléguant les personnes palestiniennes munies d'un passeport israélien au statut de citoyens de second ordre. C'est ce tribunal qui, l'année dernière, a approuvé le nettoyage ethnique de la communauté palestinienne de Masafer Yatta tout entière. Les cas de complicité de la Cour suprême avec l'apartheid et la nakba sont trop nombreux pour qu'on en fasse le décompte. » Le Likoud a des racines d'extrême-droite pour ne pas dire fascisantes puisqu'il trouve son origine dans [un parti associé à une bande armée](#) qui a usé de terrorisme non seulement contre l'occupant britannique mais aussi et surtout contre la population palestinienne.

Signe d'espoir et de courage, immergée dans la mer de drapeaux blancs et bleus [saillissait une poignée de drapeaux palestiniens](#) au milieu desquels on pouvait lire sur des bannières noires « "Il n'y a pas de démocratie avec l'apartheid" et "Une nation qui en occupe une autre nation ne sera jamais libre". Ils ont scandé des slogans en soutien aux adolescents israéliens qui purgent actuellement une peine de prison pour avoir refusé de s'engager dans l'armée, et ont distribué des dépliants qui concluaient : "Au lieu de pleurer une pseudo-démocratie, exigeons un changement à partir de la racine !" » :

Un amalgame de dizaines d'activistes indépendants de plusieurs groupes anti-occupation déjà établis et d'un contingent du parti de gauche Hadash, le "bloc radical" s'est agrandi et est devenu plus proéminent à chaque manifestation au cours des trois dernières fins de semaine, passant à quelques cent personnes le 21 janvier. Et bien que leur nombre puisse être éclipsé par la manifestation plus large, leurs drapeaux palestiniens et leurs affiches appelant à la décolonisation ont attiré la colère de la manifestation principale et des personnes contre lesquelles ils protestent – dégénérant en affrontements et attaques physiques dans toutes les manifestations jusqu'à présent.

Les protestataires dissidents font valoir qu'une démocratie qui nie les droits démocratiques de la moitié des personnes habitant la Palestine n'est pas une démocratie à moins de la qualifier de « démocratie sioniste » ce qui est une contradiction dans les termes. Qui ne s'est pas rendu

compte qu'ici au Québec l'extrême-droite montante, avec qui s'associent certains nationalistes de gauche, a comme tactique de récupérer les luttes pour la laïcité et pour la langue française. Dans le monde dit occidental c'est la cause féministe qui est récupérée pour justifier l'islamophobie et depuis un an l'anti-impérialisme pour justifier de laisser tomber la nécessaire lutte armée pour défendre le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien.

Pour combler la mesure, en Israël, c'est la démocratie elle-même qui est instrumentalisée comme paravent pour justifier l'apartheid du gouvernement sioniste contre le peuple palestinien. Mais il y a ici une astuce supplémentaire. C'est la droite dans la rue qui fustige la droite extrême et l'extrême-droite au gouvernement en l'accusant de mettre à nu l'immense jeu hypocrite de la pseudo démocratie parlementaire sioniste. Ce miroir inversé permet au gouvernement israélien de se démarquer de ses voisins dictatoriaux arabes et par là de se mériter l'appui des démocraties parlementaires du monde impérialiste quelque soient les viols à répétition du droit international par le gouvernement sioniste. Pourtant ces démocraties occidentales, à commencer par les ÉU, ont bien pris soin d'empêcher que n'aboutissent les révolutions démocratiques de 2011 en Égypte et en Syrie, deux voisins d'Israël.

Marc Bonhomme, 31 mars 2023

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca